**Courrier à adresser à l’ACAT-France qui renverra :**7 rue Georges Lardennois, 75019 Paris, FRANCE

**Rutilio Escandón Cadenas**Gobierno del Estado de Chiapas

Administración 2018-2024

Tuxtla Gutiérrez, Chiapas

Conmutador: 961 69 140 20 Ext 67000

Monsieur le Gouverneur de l’État du Chiapas,

À la suite d’informations communiquées par l’ACAT-France, je tiens à vous faire part de ma vive préoccupation concernant la détention arbitraire de trois détenus appartenant à la communauté indigène tzotzil du Chiapas.

Malgré la demande de libération immédiate émise il y maintenant 6 mois par le groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations Unies[[1]](#footnote-1) qui avait qualifié d’arbitraire leur détention, ils continuent à être maintenu en détention. Ils doivent être libérés.

Marcelino Ruiz Gómez et German et Abraham López Montejo ont tous les trois été victimes de torture et forcés à se déclarer coupables de crimes qu’ils n’ont pas commis. L’ensemble de la procédure pénale s’est déroulée en Espagnol, une langue qu’ils ne maitrisent pas et de nombreuses irrégularités ont été observées. 10 à 20 ans après les faits, Marcelino Ruiz Gómez et les frères López Montejo continuent de clamer leur innocence.

Le 15 mars 2019, ils ont participé à une grève de la faim de 135 jours pour dénoncer les actes de tortures qu’ils ont subi, mettre la lumière sur l’injustice de leur situation et demander leur libération inconditionnelle. Trois ans après cette grève de la faim et 6 mois après la demande de libération émise par les experts indépendants des nations unies, leur situation n’a pas évoluée.

Dans ces conditions, je sollicite votre intervention afin que :

* Marcelino Ruiz Gómez et German et Abraham López soient immédiatement libérés conformément à l’avis du groupe de travail sur les disparitions forcées
* Adrián Gómez, Germán López, Abrahám López, Juan de la Cruz et Marcelino Ruiz obtiennent réparation pour les longues années passées en détention
* Une enquête indépendance soit diligentée et que les personnes impliquées dans ces violations répondre de leurs actes.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Gouverneur de l’État du Chiapas, en l’expression de ma haute considération.

---

**Copie envoyée à :**

Ambassade du Mexique

9, rue Longchamp - 75116 Paris

E-mail : embfrancia@sre.gob.mx

Fax : 01 47 55 65 29

1. A/HRC/WGAD/2021/43 [↑](#footnote-ref-1)